

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner - Allée C  
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 8 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**INDUSTEEL FRANCE**  
USINE DE CHATEAUNEUF  
BP 368  
42800 Châteauneuf

Références : UID4243-EAR-23-279\_RAP  
Code AIOT : 0006103381

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 août 2023 dans l'établissement INDUSTRIEL FRANCE implanté USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf. L'inspection a été annoncée le 10/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite :

- à la publication de l'arrêté préfectoral du 04/08/2023 n° DT-23-0615 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département de la Loire et le classement du secteur "RM2 - Gier" en "Alerte" (cf. article 1er), considérant les différents critères définis dans l'arrêté préfectoral du 18/04/2023 n° DT-23-0301,
- à un contrôle inopiné du 09/08/2023 (cf. rapport UID4243-EAR-23-275).

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INDUSTRIEL FRANCE
- USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf
- Code AIOT : 0006103381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Châteauneuf existe depuis le XIXème siècle ; il est spécialisé dans la production d'aciers spéciaux tôles lourdes et hyper-lourdes, essentiellement pour les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et l'injection plastique.

La production actuelle est d'environ 15 à 20 coulées par semaine pour un maximum autorisé «environ 30 coulées (125 000 tonnes d'acier liquide).

Le site emploie 240 salariés.

Le site est situé dans la zone couverte par le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Saint-Étienne.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- exploitation du site en situation de sécheresse
- projet de modifications d'activités.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

En marge des points de contrôle de la présente inspection, trois sujets ont été abordés ; ils ont fait l'objet d'un courriel en réponse n°UID4243-EAR-23-281 du 17/08/2023 concernant :

- le cadre réglementaire sur le thème de la gestion des eaux de pluie ;

- les conclusions de la réunion du 12/05/2023 relative au projet de modification d'implantation du parc photovoltaïque précédemment instruit par les services ;
- le flaconnage normé à utiliser pour les prélèvements à réaliser [prévisionnel en octobre, novembre et décembre 2023] dans le cadre des campagnes pour la recherche de PFAS (laboratoire CARSO).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Sécheresse – examen PSH	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5	/	Compléments sous 3 mois
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Compléments sous 1 mois
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	/	Compléments sous 1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse - cadre	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 (2° et 3°)	/	Sans objet
2	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	AP Complémentaire du 22/06/2021, article article 2.1.1	/	Sans objet
3	Sécheresse - cadre	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prélèvements et consommation d'eau	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.4	/	Sans objet
8	Sécheresse - respect de l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	/	Sans objet
9	Dispositions relatives au débit réservé	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.2.4	/	Sans objet
10	Modifications des activités du site	Code de l'environnement du 02/03/2023, article colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Positionnement du site au regard des cadres de gestion de situations de sécheresse :

\* sollicitation d'une exemption (cas 3) par production d'un plan de sobriété hydrique (PSH) au titre de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse (ACS ; point de contrôle n°3).  
L'examen du PSH (PCn°4), modifié suite à la visite d'inspection (principalement au titre des MTD ; transmis le 01/09/2023) demande d'être complété sous 3 mois sur le volet "§ "III.2) Recensement des actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets réalisées et futures en cas de situation hydrologique déficitaire" en situation d' "Alerte" afin d'assurer le respect de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 (-5% de prélèvement).

\* pas d'exemption au titre des critères de l'arrêté ministériel, mais des modifications d'exploitation devraient prochainement permettre d'émarger aux critères de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 (PCn°2).

Des éléments sont attendus sous 1 mois concernant les points de contrôle relatifs au plan des réseaux (PCn°5) et au sujet de la disconnexion (PCn°7).

Il est confirmé que toute modification des seuils de prélèvements, actuellement encadrés par l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22/06/2021, doit préalablement faire l'objet d'un dépôt de dossier de porter à connaissance en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Enfin, les modifications initialement envisagées d'activités du site ne sont plus à l'ordre du jour.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse - cadre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 (2° et 3°)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Application de l'article 2 de l'AM
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</i> [...] <i>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</i>  <i>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas rentrer à date dans ce cadre des exemptions possibles des 2° et 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (JORF n°0154 du 5 juillet 2023).  Le site est donc soumis aux dispositions de l'article 2 de ce même arrêté ministériel. Appliqué au contexte (situation d'"Alerte") à date de l'inspection, l'exploitant est soumis à une réduction de 5% du prélèvement d'eau.  Pour rappel, les autres situations de sécheresse impliquent respectivement : - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. L'inspection précise enfin que, à réglementation constante, les conditions n'étant pas cumulatives, le site pourrait tout à fait bénéficier en 2024 d'une exemption si un seul des critère était rempli (3° <i>a priori</i> ).  <b>Observations :</b>  L'exploitant précise les éléments suivants : *Au titre du 2°, - d'ici un mois, une réduction des consommations de 20 % par rapport à 2018 est attendue; en l'état, la réduction (EDCH et Eau du Gier) est évaluée à 15 % entre 2018 et 2022 ; - le constat de fuites d'eau brute sur le site est lié d'une part à la vétusté du réseau et d'autre part à la qualité des mesures réalisées (après recoupements, différences des valeurs du fait des compteurs).  Nota : la mise en eau du nouveau réseau sera faite dans 3 semaines ; la principale fuite sera résolue et des compteurs complémentaires ont été récemment mis en place. Ainsi, les mesures à venir permettront rapidement d'objectiver les gains réels et de conclure sur la possibilité d'exemption par le 2° de l'article 3.  *Au titre du 3°, - il est attendu d'ici un mois de réutiliser 20 % des eaux par réinjection des eaux issues du PRU en visant 50 m³ par jour, soit 16000 m³ par an environ. Les mesures à venir permettront rapidement d'objectiver les gains réels et de conclure sur la possibilité d'exemption par le 3° de l'article 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie où aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:- Identification du ou des milieux de prélèvement [...]."</i>
<b>Constats :</b>  La consultation des données tirées de l'outil de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) fait apparaître une situation conforme du site sur les volumes prélevés annuellement pour les ESU (Gier) et l'EDCH (échantillon des années 2019 à 2022).  Le fichier transmis pour le mois de juillet par courriel [2023-09/JPB/014] du 01/09/2023 fait par ailleurs état pour les ESU d'un total mensuel conforme de 23 964 m <sup>3</sup> (limite à 25 000 m <sup>3</sup> ) ainsi que des volumes journaliers inférieurs ou égaux aux 1000m <sup>3</sup> /jour prescrits. ( <i>nota : une seule valeur du 26/07/2023 présente une non conformité marginale de 8 litres</i> ).  Au regard des données communiquées, l'inspection conclut à une conformité à l'article susvisé au regard des critères contrôlés et des données fournies.
<b>Observations :</b>  A la demande de l'exploitant de disposer, notamment en cas de régime transitoire torrentiel du Gier, d'une possibilité de dépasser la limite des 1000 m3/j ( article 2.1.1 de l'AP Complémentaire du 22/06/2021,) afin de reconstituer les réserves du site en eau brute par remplissage des deux bâches souples (2000m3 unitaire), l'inspection confirme pour ce faire la nécessité de déposer un porter à connaissance en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Sécheresse – cadre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse et AM (30/06/2023)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>*AP Cadre Sécheresse du 18/04/2023 :</i> <i>Cas général : réduction de la consommation d'eau :</i> <i>- moins 25 % en alerte,</i> <i>- moins 50 % en alerte renforcée,</i> <i>- arrêt en crise</i> <i>Sauf si exemption (dont plan de sobriété hydrique) : à démontrer et justifier</i>  <i>*AM du 30/06/2023 si exemption des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre) : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes :</i> <i>– vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site;</i> <i>– alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</i> <i>– alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</i> <i>– crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté préfectoral cadre "sécheresse" applicable pour le département de la Loire. A la date de la visite objet du présent rapport: - utilise deux ressources en eau : l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) du réseau public et la ressource en eau brute du cours d'eau du Gier ; pour rappel, en application de l' arrêté préfectoral du 18/04/2023 (arrêté cadre sécheresse [ACS] pour le département de la Loire), seul le prélèvement sur le Gier est soumis à restrictions. En effet, le prélèvement sur l'EDCH n'est pas soumis à restrictions car il provient d'une réserve dite constituée (cf annexe 4 de l'ACS) ; - la zone hydrographique "RM2 - Gier" (cf. article 1er de l'AP cadre sécheresse n° DT-23-0301 du 18/04/2023) dans laquelle se trouve le site est placée en situation d' "Alerte". Hors critères d'exemption retenus sur proposition de l'exploitant, le site est donc soumis à une réduction de - 25% de sa consommation.  Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (- 25%, -50% et arrêt), l'exploitant avait la possibilité de faire remonter une demande s'appuyant sur la production d'un Plan de Sobriété Hydrique (PSH).  L'inspection a signalé à l'exploitant par courriel du 09, complété le 10/05, que la remontée opérée ne comprenait pas de demande d'exemption ainsi que les modalités pour, au besoin, réviser le positionnement du site. Par la suite, l'inspection n'a pas reçu de réponse rapportant une demande d'exemption au titre de la production d'un PSH (dit cas 3).  Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant présente finalement une version d'un PSH demandant finalisation (cf. point de contrôle suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Examen du PSH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p><i>Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées. Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</i></p> <p><i>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m3/an et consommation totale inférieure à 7000m3/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m3/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</i></p> <p><i>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse <a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eur3762.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eur3762.html</a></i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection rappelle tout d'abord que le PSH est un outil d'aide à l'exploitation du site au titre de la sécheresse (gestion et suivi) ; en ce sens, en tant que tableau de bord, il en est attendu une mise à jour régulière tenue à disposition.</p> <p>Au moment de l'inspection, la version du PSH présentée est renseignée correctement, moyennant quelques ajustements demandés. En revanche, les indicateurs de production/MTD ne sont pas consignés. Il ressort des échanges que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les reports de refroidissements sont impossibles (trempe, quarto refroidissement...) sans réduction des activités ;</li> <li>- l'EDCH est utilisée aussi pour la production de vapeur RH (5000 m3/an) et pour la presse ACB qui a des vérins qui fonctionnent à l'eau potable (circulation d'eau réinjectée en circuit fermé) et pour laquelle il est impossible d'utiliser de l'huile ;</li> <li>- des pertes sont constatées sur le réseau EDCH (3750 m<sup>3</sup> en 2022 malgré une réfection du réseau principal et sur le réseau en eau brute ( reoussource du Gier ; 60 000 m<sup>3</sup> en 2022 dont une réduction notable est attendue prochainement) ;</li> <li>- le PRU (point rejet unique) est sous supervision des paramètres débit (possibilité de connaître la consommation nette du site), température et pH (analyseur non étalonné à date vs les résultats d'analyse sur prélèvements)</li> </ul> <p>La version consolidée transmise ensuite par courriel [2023-09/JPB/014] du 01/09/2023 permet:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de répondre à la demande de l'inspection formulée sur site de disposer d'une version révisée sous 3 semaines ;</li> <li>- de disposer d'un PSH complet avec un volet relatif aux MTD rempli.</li> </ul> <p>Sur la base de cette version, l'inspection relève principalement pour le § " III.2) Recensement des actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets réalisées et futures en cas de situation hydrologique déficitaire" que la réponse est identique pour les niveaux de gestion d' "Alerte", d' "Alerte renforcée" et de "Crise" ; il est simplement précisé : "Arrêt automatique du prélèvement dans le Gier dès que le débit du Gier passe sous 303l/s" Cette réponse s'entend pour les niveaux d' "Alerte renforcée" et de "Crise", puisqu'un passage en "Alerte renforcée" correspond à un débit du Gier inférieur à 260 l/s (art 3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2023). En revanche, pour le niveau d' "Alerte" (déclenché pour un débit du Gier inférieur à 400 l/s), et afin de respecter la réduction de -5% des prélèvements fixée par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, il convient de voir les mesures spécifiques complétées (par exemple par des opérations de reports, d'arrêt temporaires, de diminution de production, etc. ).</p>



Une nouvelle version est attendue dans un <b>délai de trois mois</b> .
<b>Observations :</b>  <p>Sous la réserve précédente (mise à jour sous 3 mois), le PSH présenté répond au minimum requis permettant d'exempter le site de l'application des mesures générales de l'arrêté cadre sécheresse en vigueur.</p> <p>Afin d'améliorer la portée de ce PSH en tant qu'outil d'aide à la décision, l'inspection examinera par ailleurs lors d'une prochaine inspection les compléments antérieurs à l'année 2022 en matière de "II.1) Recensement des actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets réalisées et futures dans le fonctionnement courant".</p> <p>Parallèlement, l'exploitant fait part de ses réflexions sur la réutilisation des eaux pluviales en substitution du réseau d'EDCH (fosse d'oxycoupage de 300 m<sup>3</sup> ; consommation de 5000 m<sup>3</sup> par an). Les éléments du projet devront ultérieurement être présentés à l'inspection.</p> <p>En l'état, il est opéré sur ces installations un report de la vidange de la fosse en période de crise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>II. [...]</i> <i>Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.</i>  <i>[...]</i> <i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux de remplacement de l'important linéaire de canalisation d'eau brute, tout juste finalisé et à la mise en service prochaine, demande une mise à jour des plans des réseaux du site ; notamment, de nombreux piquages ont été identifiés.</p> <p>Le document actualisé n'est cependant pas disponible au jour de l'inspection.</p> <p>--&gt; Il est attendu une transmission à l'inspection <b>dans un délai de 1 mois</b> d'une version à jour, à l'échelle du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositif de mesure totalisateur et suivi des consommations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</i>  <i>Ce dispositif est relevé journallement et ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</i>
<b>Constats :</b> * Le site a fait l'objet du passage en revue de l'ensemble des compteurs, anciens ou récents (dont mise en service prochaine), relatifs au réseau d'eau brute. L'annexe au présent rapport rend compte des localisations/fonctions de ces équipements.  Ils devront, en même temps que ceux relatifs à l'EDCH du site non visités à l'occasion de cette inspection, être localisés sur le plan objet du point de contrôle précédent (cf. délai). --> par ailleurs, et <b>sous 1 mois</b> , l'exploitant produit dans le format de la présente annexe (clichés à date) un rapport relatif aux compteurs du réseau d'EDCH.  * Les relèves de consommation du réseau d'eau brute et du réseau d'EDCH sont monitorés ; les 2 fichiers transmis post-inspection par courriel [2023-09_JPB_014] du 01/09/2023 rendent compte pour le mois de juillet 2023 des consommations journalières respectives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disconnexion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</i> (Nota : idem art. 2.1.3.1 APc 22/06/2021)
<b>Constats :</b> L'exploitant indique disposer sur site de plusieurs disconnecteurs.  Rappelant préalablement qu'il ne peut s'agir de simples clapets anti-retours mais bien de dispositifs normalisés (e.g. chambres de pression variable), il est attendu <b>sous 1 mois</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>- la localisation de ces équipements sur le plan des réseaux visés dans le précédent point de contrôle ;</li><li>- la conformité du type d'équipement mis en place au regard de l'usage ;</li><li>- le rapportage des PV de conformité des contrôles au moins annuels et d'entretien.</li></ul>
<b>Observations :</b> Il précisé pour rappel que, dès lors que les réseaux de distribution raccordés à un réseau d'eau destinée à la consommation humaine sont mis en place ou totalement rénovés à compter du 1er janvier 2023, l'arrêté ministériel du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau précise les dispositions applicables au "Autres réseaux" tels que ceux liés à une activité agricole ou industrielle [Type 5 RT5] ; il est notamment fait référence à la <u>Norme NF EN 1717 (2001)</u> ainsi que les vérifications des dispositifs de protection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Sécheresse - respect de l'AM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration dans démarche simplifiée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</i> <i>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</i> <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> . <i>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</i>
<b>Constats :</b> Le site se situe à date de l'inspection en zone d'"Alerte". L'article 2 IV imposant une transmission hebdomadaire en cas d'"alerte renforcée" ne peut s'appliquer à date de l'inspection.
<b>Observations :</b> Disposition à mettre en oeuvre en cas de passage en "alerte renforcée".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositions relatives au débit réservé

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Rapport de campagne annuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> <i>L'exploitant transmet au service de police de l'eau dans le mois suivant la fin de la campagne annuelle de mesure un rapport présentant les résultats de cette campagne et les modalités de prise en compte de ces derniers sur le dispositif de débit réservé, contenant notamment la proposition d'un dispositif automatisé de restitution du débit réservé.</i>  <i>Jusqu'à la mise en place de ce dispositif, le respect du débit réservé impose l'arrêt du pompage dès que le débit du Gier est inférieur à 303 l/s au droit de la station hydrologique de Rive-de-Gier (code station : V3114010) située en aval du point de prélèvement.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none"><li>- que les travaux de profilage du Gier ne se sont arrêtés que récemment (2 mois).</li></ul> Il est bien prévu la réalisation d'une campagne telle que prescrite sur l'année 2024 ; à son issue, la pose de l'échelle limnimétrique et la mise en place de la barrière physique adaptée seront réalisés ; <ul style="list-style-type: none"><li>- le système automatisé de gestion des pompages au niveau de la prise d'eau intègre la consigne de 303 l/s.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Modifications des activités du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/03/2023, article colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Projet de prise en charge des cartouches/munitions de la DGSCGC GID CD LYON
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Classement du site au titre de la " NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES".
<b>Constats :</b> * Rappelant que la DGSCGC GID CD de LYON, par le Capitaine VANBECELAERE, a pris contact avec l'Inspection le 13/07/23 afin de porter à sa connaissance les projets d'activités nouvelles sur le site d'INDUSTEEL (- fonte de munitions inertes ; - destruction de la cartoucherie), il est indiqué à l'exploitant que : - le portage de toute modification des activités du site revient au détenteur de l'autorisation d'exploiter dans le cadre des procédures relatives aux ICPE tirées du code de l'environnement ; notamment, - qu'au regard des modifications envisagées (activités de fonte et de destruction), sont identifiées, par défaut et sous réserve, les rubriques 2793, 4210 et 4220 de la nomenclature ; les quantités n'étant pas indiqués les régimes correspondants ne peuvent être préfléchés (cf. les arrêtés ministériels de prescriptions générales correspondant et leurs dispositions associées).  * L'exploitant précise alors : - ne pas être intéressé par l'activité de destruction de cartouches, même sous responsabilité du service de déminage ; - être intéressé seulement par l'activité de fonte des munitions déchargées et éventrées, mais mises dans le four sous responsabilité des services de déminage ; - prévoir d'accepter en tant que matière première uniquement des corps creux vide sinon (risque d'explosion); - ne pas prendre la charge, notamment financière, de la production des études nécessaires à la bonne instruction des modifications envisagées, notamment au titre de l'étude de dangers à produire.
<b>Observations :</b> Etant donné l'absence à cette d'inspection de représentant invité de la DGSCGC GID CD LYON, il est convenu au moment de l'inspection de l'organisation d'un réunion tripartite ultérieure, afin de partager et finir les éléments de cadrage préalable à un dépôt de PAC par l'exploitant.  Post-inspection par courriel du 07/09/2023, le Capitaine CANBECELAERE a indiqué que " <i>c'est avec regret que je mets un terme à cette idée.</i> <i>- pour le brûlage des cartouches une filière de traitement semble vouloir se mettre en place.</i> <i>- pour la fonte des obus vides il faudra encore patienter.</i> "  Le présent point de contrôle devient donc sans objet pour les suites d'exploitation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 18/08/2023

**Annexe au**  
**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 17/08/2023  
**Partie nominative**

**INDUSTEEL FRANCE**  
USINE DE CHATEAUNEUF  
BP 368  
42800 Châteauneuf

Affaire suivie par : DOUSSON Denis  
Téléphone : 04 77 43 53 48  
Courriel : denis.dousson@developpement-durable.gouv.fr  
Références : UID4243-EAR-23-279\_RAP\_ANX  
Code AIOT : 0006103381

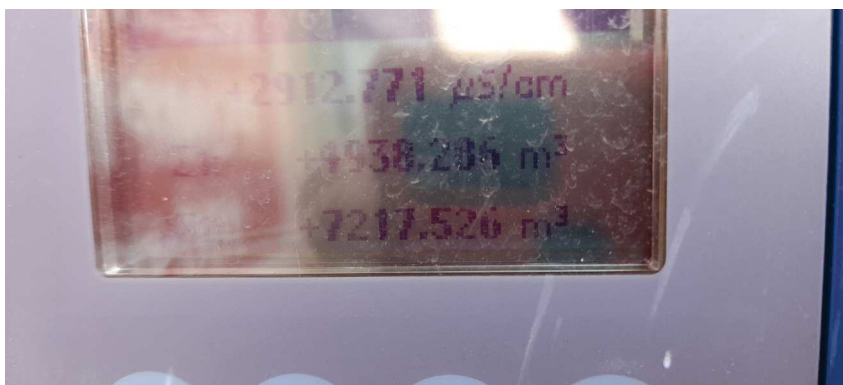
**1/ Arrivée Générale**



2/ Chateau d'eau



3/ Branche 450 (direction trempe)



4/ Branche 300 (hors trempe ; i.e. le reste des usages du site)





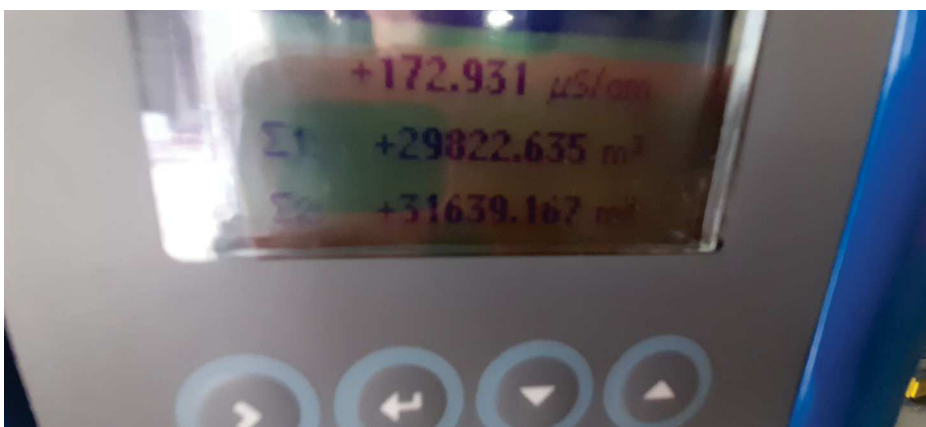
5/ Trempe 1



6/ Tremps 2



7/ Alimentation bassin inférieure





## 8/ Alimentation bassin supérieur



## 9/ Sortie bassin supérieur



## 10/ Bassin four



11/ Bassin dépoussiéreur



12/ Piscine laitier / bassin de coulée  
*Eteint / non visité*

13 / alimentation SLR oxycoupage  
*Eteint / non visité*

14/ PRU



15/ Alimentation de réserve 650 m3



